



INTERNATIONAL FARM WORKERS FORUM

Déclaration du Forum international des ouvriers agricoles à Stellenbosch, Afrique du Sud, du 5 au 8 octobre 2018

Nous, syndicats de travailleurs agricoles et nos alliés, nous nous sommes rassemblés à Stellenbosch, en Afrique du Sud, pour échanger et affiner des stratégies visant à relever les défis auxquels les travailleurs agricoles sont confrontés et pour renforcer notre engagement mondial pour la défense des droits et des intérêts de ces derniers.

Nous sommes nombreux ; 1,1 milliard de personnes dans le monde travaillent dans l'agriculture. 40 pour cent de ceux-ci sont des travailleurs salariés. Ce sont les ouvriers agricoles qui mettent la nourriture sur la table et qui sont la colonne vertébrale de l'économie rurale. Au fil des générations, nous nous sommes battus pour nos droits et avons remporté d'importantes victoires. En organisant les travailleurs au sein de nos syndicats, par des actions de solidarité, par des grèves, des piquets de grève et des campagnes de boycott, nous avons fait pression non seulement sur les propriétaires de fermes et les entreprises de plantation, mais également sur les sociétés transnationales d'alimentation et les gouvernements.

Nous notons avec une grave préoccupation l'attaque mondiale contre les travailleurs en tant que classe en général, et les travailleurs agricoles en particulier, qui les prive de leurs droits fondamentaux. Les dirigeants des syndicats de travailleurs ruraux et des organisations de petits exploitants agricoles sont fréquemment victimes de faux emprisonnements, d'attaques et d'assassinats. Notre droit à l'organisation est fondamental, mais il est enfreint quotidiennement par les propriétaires et les entreprises. Dans de nombreux cas, les codes de conduite et les systèmes de certification sont utilisés comme escroquerie pour cacher le déni du droit à la liberté d'association et à la négociation collective.

Dans les exploitations agricoles, les plantations et dans d'autres secteurs de l'agriculture, les travailleurs appartiennent aux groupes sociaux les plus opprimés. Ils sont discriminés en raison de leur sexe, de leur orientation sexuelle, de leur race, de leur religion ou de leur caste. Les conditions de travail dans les plantations jusqu'à aujourd'hui nous rappellent l'histoire brutale

du colonialisme et de l'esclavage. Tous les jours, nous sommes confrontés à la violence et à la discrimination sur notre lieu de travail. Certains d'entre nous sont obligés de migrer et de se dresser les uns contre les autres.

Les travailleurs agricoles reçoivent un salaire de misère. La sécurité sociale des travailleurs agricoles est quasi inexistante par rapport à celle des autres secteurs. Les mécanismes d'application existants sont médiocres, ce qui signifie que les lois ne sont pas appliquées. Les travailleuses agricoles sont les plus touchées car elles sont victimes de harcèlement sexuel et d'autres formes de violences sexistes. Nos conditions de vie, notamment en matière de logement, d'assainissement et d'eau potable, sont parmi les pires au monde. On nous refuse le droit d'accès aux terres et aux plans d'eau, de les utiliser de manière durable, individuellement et collectivement.

L'agriculture est l'une des occupations économiques les plus dangereuses. Les nouveaux pesticides, les nanotechnologies et les OGM, bien que leur impact soit peu connu, posent des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs. Au lieu d'innovations techniques qui encouragent et soutiennent l'agroécologie, nous sommes confrontés à un changement technique qui détruit les emplois et l'environnement. Pour nous, le changement climatique n'est pas un défi pour l'avenir, mais une menace pour le présent.

Nous demandons donc à nos gouvernements de:

- Garantir la liberté d'association et le droit d'organisation et de négociation collective ;
- Ratifier et mettre en œuvre les conventions et accords internationaux concernant le secteur de l'agriculture, en particulier les Conventions 11, 110, 141 et 184 de l'OIT ;
- Assurer le renforcement de tous les droits et des protections donnés aux travailleurs d'autres secteurs aux travailleurs agricoles ;
- Voter pour l'adoption et baser nos politiques sur la déclaration des Nations Unies sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales ;
- Renforcer l'application et améliorer la qualité de l'inspection dans le secteur agricole ;
- Assurer un salaire minimum vital aux ouvriers agricoles ;
- Veiller à ce que les travailleurs agricoles soient couverts par des régimes de sécurité sociale et bénéficient d'une protection sociale adéquate ;
- Combattre les escroqueries des codes de conduite et des systèmes de certification afin de ne pas confondre les droits des travailleurs et de saboter la législation, en particulier le droit à la liberté d'association et à la négociation collective ;
- Réglementer les chaînes d'approvisionnement pour s'assurer que le pouvoir des entreprises ne porte pas atteinte aux droits des travailleurs agricoles.

En tant que travailleurs agricoles et nos syndicats, ainsi que nos alliés, nous nous engageons à :

- Organiser, combattre, construire des forces et des alliances avec d'autres mouvements sociaux progressistes et accroître l'éducation politique de nos membres ;
- Créer un espace pour les femmes et les autres groupes socialement discriminés au sein de nos organisations par la mise en place de structures adéquates et l'adoption de politiques sur les principes d'égalité dans les structures et les activités ;
- Lutter contre la violence sexiste, notamment sous la forme de harcèlement sexuel à l'intérieur et à l'extérieur de nos organisations ;
- Approfondir notre solidarité et renforcer les alliances entre nous au-delà des frontières et des secteurs ;
- Relier les luttes des travailleurs le long des chaînes d'approvisionnement ;
- Lutter pour nos revendications relatives à la terre et à l'eau et à la protection des travailleurs menacés d'expulsion, y compris après la redistribution des terres ;
- Lutter contre toute tentative de diviser les travailleurs migrants domestiques et de travailler à de nouvelles stratégies pour obtenir les travailleurs migrants organisés.
